

QUELQUES CERTITUDES ET INTERROGATIONS DES ECONOMISTES.

Praticien de l'économie, nullement enseignant, je n'ai pas compétence pour parler de la formation économique à l'école et je ne le ferai pas⁽¹⁾. Par contre la pratique quotidienne du métier d'économiste auprès des administrations publiques et des entreprises me permet peut-être de parler de quelques certitudes et interrogations que cette pratique engendre.

Je partirai d'exemples que je n'ai pas choisis tout à fait au hasard : la répartition des revenus, l'usage des revenus et enfin la liaison entre les revenus et la production.

*
**

Il est un fait que les inégalités des revenus sont en France plus prononcées que dans beaucoup de pays aussi « évolués ». Là où les écarts sont de 1 à 10 en France, ils sont parfois en Allemagne ou aux Etats-Unis de 1 à 6 environ.

Des raisons d'ordre économique existent à l'origine de ce fait. D'une part il est possible que dans notre pays le déséquilibre entre besoins et disponibilités de travailleurs entraîne plus qu'ailleurs un excédent de manœuvres et un manque de personnel de qualification professionnelle élevée; et ceci accentue la tendance à rémunérer les manœuvres moins fortement qu'en d'autres pays, et les cadres plus fortement. D'autre part, il existe en France beaucoup d'entreprises peu modernes qui ne peuvent tenir face à leurs concurrents qu'en distribuant des salaires faibles et ce sont les ouvriers — non les cadres, rares dans ce genre d'entreprises — qui font les frais d'une telle situation.

Mais ces deux motifs économiques n'expliquent pas complètement le surcroît d'inégalité de la répartition des revenus en France. En effet dans les années récentes, l'un et l'autre ont perdu de leur force, or l'inégalité est pratiquement restée la même. Une raison plus profonde existe donc qui tient aux mentalités des Français autant et peut-être

(1) Cet article publié dans la revue *Enseignement* 70, reprend le texte d'un exposé présenté au cours d'un colloque de professeurs d'histoire et de géographie, tenu en décembre 1968, au Centre International de Pédagogie à Sèvres.

plus qu'à la situation de l'économie française. Si l'on veut parler de déterminisme en cette matière, ce déterminisme-là repose en bonne partie sur la manière dont les hommes, aux différents postes de travail — manœuvres, ouvriers professionnels, ... direction — pensent et vivent leurs relations mutuelles, que celles-ci soient personnelles ou collectives.

C'est dire qu'une politique volontaire de réduction des inégalités des revenus du travail se heurterait en France davantage à l'obstacle des mentalités et aux structures sociales qu'elles engendrent qu'aux contraintes économiques. Réduire progressivement du tiers ou de la moitié l'inégalité actuelle n'aurait de soi aucune conséquence économique redoutable, et ne bouleverserait pas le type de croissance que connaît notre pays pour peu que les efforts suffisants de formation professionnelle aient été accomplis à temps.

Par contre la réussite d'une telle politique requerrait une modification profonde des esprits et des rapports sociaux.

Il y a là, me semble-t-il, un bon exemple de la façon dont tout effort pour qualifier correctement l'importance des contraintes économiques, permet à la conscience politique d'atteindre une certaine maturité; sous-estimer ces contraintes conduit en effet à l'utopie, en exagérer la portée enferrme dans le fatalisme.

*
* *

Dans le domaine économique beaucoup de faits sont entourés ainsi d'une sorte de déterminisme incomplet, sont pris dans une zone mixte partiellement offerte, partiellement soustraite aux prises d'une analyse de type scientifique. Il s'ensuit que la connaissance rigoureuse et contrôlée, en économie, se heurte souvent à des impossibilités et toujours à des limites.

Tous les historiens connaissent les travaux du statisticien allemand Ernst ENGEL qui, le premier sans doute, mit en évidence la relation qui existe entre la dépense alimentaire et le revenu des familles⁽¹⁾; il énonça un résultat tout à fait exact : « Lorsque le revenu s'accroît, la part de la dépense alimentaire dans le budget familial décroît » (et donc la part des autres dépenses s'élève).

La connaissance de ce genre de « loi » est utile puisqu'elle permet de faire des prévisions sur l'évolution de la demande de biens alimentaires lorsqu'on a une idée de l'évolution future des revenus; ou qu'elle « explique » un certain nombre de phénomènes historiques tel le fait que, dans tous les pays du monde, le revenu agricole croît moins vite que le revenu national.

(1) Par exemple *Les coûts de la vie des familles ouvrières belges*, 1895.

Depuis 1930 environ, de considérables travaux sont menés par plusieurs économistes pour préciser notre connaissance de cette loi, estimer la valeur de ses paramètres dans les différents groupes humains et finalement réduire l'imprécision de son énoncé. Des progrès importants sont enregistrés chaque année, mais il est bien évident que jamais l'on ne parviendra à une loi qui ait une valeur prédictive totale; la relation sur laquelle elle porte — comme chacun le sait, mais il est utile de le méditer pour ne pas se leurrer sur le savoir économique — n'est pas déterministe; elle est statistique. La loi que l'on énonce ne vaut qu'en *moyenne* pour les familles de tel revenu, et telles autres conditions socio-économiques. Elle est entachée d'une indétermination tenant à la variété des comportements de chaque famille.

L'exemple est privilégié car nous sommes loin de connaître aussi bien d'autres relations économiques, par exemple celles qui existent entre la recherche technique et le progrès industriel. Il illustre d'autant mieux quelle est la limite de nos certitudes; dans les meilleures circonstances, celles où le savoir économique accède au statut scientifique, l'économiste doit modérer ses ambitions et renoncer à saisir la réalité dans toute sa richesse. C'est à ce prix du reste, comme il en est dans toutes les autres sciences, qu'il progresse et peut être utile. Il semble important que ceux qui enseignent l'économie, surtout à des jeunes, soient bien pénétrés du sens de ces limites.

*
**

Il ne s'agit pas de proclamer que la connaissance économique est un tissu de choses vaines et imprécises. Je crois tout au contraire que cette attitude soupçonneuse peut être liquidée à partir du moment où, quittant la sphère des discours pseudo-économiques qui ont la prétention de tout éclairer, on se penche sur les quelques aspects de notre histoire ou de notre avenir que la réflexion économique rigoureuse maîtrise en partie. J'en prendrai un exemple, particulièrement simple et transmissible à tous, celui des relations, au niveau d'une nation, entre la production et les revenus.

Pour comprendre cette relation il faut correctement définir la production d'un pays : c'est la somme des valeurs ajoutées aux matières brutes, aux demi-produits ou aux produits finis par la combinaison du travail, de l'intelligence et du capital, ceci dans toutes les entreprises et lieux où travaillent des hommes (la valeur ajoutée par exemple dans une usine de meubles, c'est la valeur des meubles fabriqués moins la valeur du bois, de l'électricité, des colles... qui sont « entrés » dans la fabrication de ces meubles).

Cette valeur créée par le travail des hommes appuyé sur les richesses naturelles et sur les équipements existants a pour contrepartie les revenus distribués de façon directe ou indirecte : salaires, charges sociales, revenus des entrepreneurs... « Valeur ajoutée » et ressources

distribuées ou mises en réserve pour assurer les équipements de demain sont donc liées. A l'échelle d'une nation, sauf endettement envers les pays étrangers, les deux grandeurs s'ajustent l'une sur l'autre.

Mais il faut aller plus loin, Les ressources s'orientent vers la consommation, l'achat de logement, de machines, la construction de lycées, de routes..., c'est-à-dire vers l'utilisation des biens et services produits. D'où un nouveau lien entre production et revenus.

L'ajustement des deux grandeurs n'est pas automatique; il se réalise de manière plus ou moins heureuse, aux dépens de tel ou tel groupe, de telle ou telle opération. Transposé à un niveau plus complexe, c'est un peu le phénomène auquel est soumis tout budget familial où la somme des dépenses ne peut pas dépasser la somme des ressources, augmentée des capacités d'emprunt. Si la famille doit faire face à des charges nombreuses et dont plusieurs regardent l'avenir, le bouclage du budget requiert beaucoup de prévision et de cohérence pour éviter les fins de mois difficiles. A l'échelle de la nation, le bouclage est évidemment plus ardu parce que les acteurs en présence, et les actions à mener sont innombrables. Les contraintes sont aussi fortes, mais elles ont leurs « amortisseurs » particuliers qui se nomment : commerce extérieur, variation des prix et variation des stocks.

Imaginez que l'on décide un beau matin d'accroître pratiquement tous les revenus de 10 % alors qu'on se trouve dans une situation où l'appareil économique ne peut du jour au lendemain produire 10 % de plus. Ce sont précisément ces trois amortisseurs qui vont supporter le choc. Les revenus nouveaux vont chercher à s'employer dans des achats que l'économie ne pourra satisfaire qu'en prélevant sur les stocks qui ne sont pas considérables, en diminuant les exportations et en augmentant les importations; ceci ne suffisant pas encore et les chefs d'entreprise se trouvant devant une demande très forte, plus forte que celle qu'ils peuvent satisfaire, vont augmenter leurs prix et une partie du pouvoir d'achat distribué va être ainsi perdu.

Qui a compris cet enchaînement s'orientera évidemment de bien meilleure façon et contribuera peut-être dans son pays à éviter que l'on recoure à des mesures économiques illusoires et dangereuses. Les conseils des économistes aux gouvernants ne suffisent pas à parer à tout danger de cette espèce. L'opinion publique a bien souvent un plus grand poids que ces experts; c'est là une chose heureuse, à condition que l'opinion soit informée.

De ce point de vue on pourrait souhaiter que la liaison entre production et revenus, brièvement rappelée ici, soit méditée dès les bancs de l'école.

Il doit être évident toutefois que ce schéma, en raison de sa simplicité même, ne suffit pas, et de très loin, pour interpréter la vie économique d'un pays et que, d'un temps ou d'un lieu à l'autre, il n'est pas

toujours transposable. Il est défailant en particulier sur un point qui n'échappe à aucun historien; parmi les trois pôles qui le constituent — production, distribution des revenus, dépenses — il ne dit pas où est l'initiative; il n'apprend pas qui pilote la croissance économique. Le schéma explique comment les phénomènes s'enchaînent, il ne dit pas d'où peut partir le mouvement. Les économistes ont longtemps pensé que dans les sociétés occidentales modernes, c'était la « demande finale », c'est-à-dire essentiellement les goûts et les besoins des familles, qui orientait tout le système; ils estiment plutôt maintenant que ce sont les progrès techniques et les décisions des producteurs qui sont à l'origine du mouvement. Le débat n'est pas clos et les explications que l'on avance ne sont guère plus que des hypothèses; il en était déjà ainsi au XVIII^e siècle. François QUESNAY, l'inventeur du schéma dont on a parlé plus haut, le médecin de la Pompadour, affirmait que dans la France agricole qu'il observait, c'étaient les propriétaires fonciers qui détenaient l'initiative économique. Il n'est pas sûr que tous les historiens se rangent à ce point de vue.

*
**

Ces quelques exemples illustrent deux convictions partagées par beaucoup de praticiens de l'économie.

La première consiste à penser que la vie de notre société, sous son aspect économique, se laisse en partie analyser de façon rationnelle. Il faut pour cela que l'on mette en place quelques notions simples qui, telle celle de la « valeur ajoutée » sont sous-jacentes à toutes les descriptions économiques modernes; et surtout que l'on soit familier des interactions importantes qui président à la vie économique d'une nation, aussi familier que l'élève des écoles primaires l'est avec la relation existant entre le prix de vente, le prix de revient et le bénéfice.

La seconde conviction, tout aussi forte que la précédente concerne les limites de notre métier. Aussi poussées que soient l'analyse et la prévision économiques, elles n'éclaireront pas tout, elles ne peuvent décider de toute la vie économique. Deux types d'indétermination s'y opposent; l'indétermination au niveau des fins, constitutive de l'économie parce que celle-ci ne se prononce que sur les moyens; l'indétermination sur les meilleurs moyens pour atteindre des fins données, qui subsistera aussi longtemps que la connaissance scientifique des comportements humains restera partielle, c'est-à-dire toujours.

Méconnaître les interconnexions fondamentales de la vie économique ou, à l'opposé, croire que l'analyse économique peut tout régler et fonder à elle seule une politique économique sont des illusions qui entretiennent le manque de formation des esprits en ces domaines. De telles lacunes exposent à de bien grandes erreurs ou plus souvent encore, pour la plupart des citoyens d'une nation ou des salariés d'une entreprise, à une grande passivité.

Michel GUILLOT.